



ERRATUM

COMMISSION PARITAIRE POUR
LES ENTREPRISES HORTICOLES

n° 145

CCT n° 62099
du 25 avril 2001

Correction du texte français :

- à l'article 2, les termes « *des séminaires sont organisés par une des organisations représentatives de travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire de l'agriculture* » sont remplacés par « *des séminaires sont organisés par une des organisations représentatives de travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles* ».
- à l'article 3, premier alinéa, les termes « *avant leur début effectif, le Fonds social et de garantie de l'agriculture* » sont remplacés par « *avant leur début effectif, le Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles* ».

ERRATUM

PARITAIR COMITE VOOR HET
TUINBOUWBEDRIJF

nr 145

CAO nr 62099
van 25 april 2001

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in artikel 2, worden de woorden « *des séminaires sont organisés par une des organisations représentatives de travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire de l'agriculture* » vervangen door « *des séminaires sont organisés par une des organisations représentatives de travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles* ».
- in artikel 3, eerste alinea, worden de woorden « *avant leur début effectif, le Fonds social et de garantie de l'agriculture* » vervangen door « *avant leur début effectif, le Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles* ».

- à l'article 6, les termes « *Le fonds social et de garantie pour l'agriculture prend les dispositions nécessaires* » sont remplacés par « *Le fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles prend les dispositions nécessaires* ».
- à l'article 7, deuxième tiret, les termes « *au comité de direction du Fonds social et de garantie pour l'agriculture lorsqu'il s'agit d'un litige* » sont remplacés par « *au comité de direction du Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles lorsqu'il s'agit d'un litige* ».

Décision du 24 août 2004

- in artikel 6, worden de woorden à l'article 6, les termes « *Le fonds social et de garantie pour l'agriculture prend les dispositions nécessaires* » vervangen door « *Le fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles prend les dispositions nécessaires* ».
- in artikel 7, tweede streepje, worden de woorden « *au comité de direction du Fonds social et de garantie pour l'agriculture lorsqu'il s'agit d'un litige* » vervangen door « *au comité de direction du Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles lorsqu'il s'agit d'un litige* ».

Beslissing van 24 augustus 2004

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.
18-05-2001 | 18-04-2002 | N°

62.099

10/145

Commission paritaire pour les entreprises horticoles (CP 145)
Convention collective de travail du 25 avril 2001 relative à la formation syndicale

CHAPITRE I^{ER} : CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail, conclue en application des conventions collectives de travail n^{os} 5, 5bis, 5ter et 9 conclues au sein du Conseil national du travail, s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles.

CHAPITRE II : BÉNÉFICIAIRES

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique lorsque des cours ou des séminaires sont organisés par une des organisations représentatives de travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire ~~pour les entreprises horticoles~~, en vue du perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques des membres des organes de concertation et des organes de représentation des travailleurs, pendant les heures correspondant aux heures de travail normales.

Les bénéficiaires visés par la présente convention collective de travail et qui peuvent prétendre à la formation syndicale sont les représentants effectifs et suppléants des travailleurs au sein du conseil d'entreprise, du Comité pour la prévention et la protection au travail et de la délégation syndicale.

Dans chaque entreprise, un quota est fixé chaque année civile de jours de formation syndicale, qui peut être pris par les représentants effectifs et suppléants susmentionnés des travailleurs.

Ce quota est fixé comme suit : le nombre de représentants des travailleurs dans les organes de concertation et/ou la délégation syndicale, multiplié par 5 jours.

Ce quota est fixé chaque fois au début de l'année civile.

CHAPITRE III : ORGANISATION

Article 3

Les organisations de travailleurs organisant des cours ou séminaires tels que visés à l'article 2 en avertissent le plus tôt possible, et au moins trois semaines avant leur début effectif, le Fonds social et de garantie pour ~~l'agriculture~~. Elles fournissent par la même occasion au Fonds un résumé succinct du contenu du cours ou du séminaire.

Les organisations des travailleurs avertiront en outre le plus vite possible, et au moins trois semaines à l'avance, l'employeur de la participation de certains travailleurs à un cours ou un séminaire organisés.

Les parties signataires reconnaissent et insistent que, lors de l'organisation des cours, et principalement lors du planning du moment auquel un cours sera organisé, ils tiendront compte le plus possible de la nécessité de la continuité de l'organisation du travail et qu'ils tenteront de causer le moins possible d'entraves au fonctionnement normal de l'entreprise.

CHAPITRE IV : DURÉE DES ABSENCES

Article 4

Pour le calcul du quota visé à l'article 2 de la présente convention, il est tenu compte de 5 jours d'absence par mandat effectif en vue de l'assistance à un cours ou un séminaire.

En ce qui concerne l'affectation du quota, la formation et/ou le cours peut être suivi tant par les membres effectifs que par les suppléants.

Le nombre de jours d'absence par travailleur ne peut cependant dépasser deux semaines par an.

CHAPITRE V : FINANCEMENT DES ABSENCES

Article 5

Les employeurs dont certains ouvriers et ouvrières suivent des cours ou des séminaires syndicaux paient les salaires relatifs aux jours d'absence pour formation syndicale de la même façon que celle prévue par la loi et les arrêtés d'exécution relatifs au paiement des jours fériés et en obtiennent remboursement par le Fonds social, majoré des charges sociales.

Article 6

Le Fonds social et de garantie pour ~~l'agriculture~~ ^{les entreprises horticoles} prend les dispositions nécessaires pour permettre le remboursement visé à l'article 5.

CHAPITRE VI : PROCÉDURE DE RECOURS

Article 7

Tout litige concernant l'application de la présente convention collective de travail peut être, à la demande de la partie la plus diligente, soumis :

- au bureau de conciliation de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles lorsqu'il y a litige entre l'employeur, d'une part, et les ouvriers et ouvrières, d'autre part;
- au comité de direction du Fonds social et de garantie pour ~~l'agriculture~~ ^{les entreprises horticoles} lorsqu'il s'agit d'un litige concernant l'application de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE VII : VALIDITÉ

Article 8

La présente convention collective de travail prend effet le 1^{er} janvier 2001 et ~~est conclue pour une durée indéterminée.~~ ^{cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2004}

Elle remplace la convention collective de travail du 10 janvier 2001, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, relative à la formation syndicale.



62.092 /00/145

18-05-2001 | 18-04-2002

Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf (PC 145) - Colectieve arbeidsovereenkomst van 1994/2001 betreffende de syndicale vorming

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze colectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in toepassing van de colectieve arbeidsovereenkomsten nrs. 5, 5bis, 5ter et 9 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf.

Hoofdstuk II : Begunstigden

Art.2

Deze colectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing wanneer door een representatieve organisaties van de werknemers, vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, cursussen of seminaries worden ingericht ter vervolmaking van de economische, sociale en technische kennis van de leden van de overlegorganen en de vertegenwoordigingsorganen van de werknemers, tijdens de uren die samenvallen met de normale werkuren.

De begunstigden die bedoeld worden door deze colectieve arbeidsovereenkomst en die in aanmerking komen voor de syndicale vorming zijn de effectieve en de plaatsvervangende werknemersvertegenwoordigers in de ondernemingsraad, in het comité voor preventie en bescherming op het werk en in de syndicale delegatie.

In elke onderneming wordt per kalenderjaar een kwotum vastgesteld aan dagen syndicale vorming dat kan opgenomen worden door de hogervermelde effectieve en plaatsvervangende werknemersvertegenwoordigers.

Dit kwotum wordt als volgt vastgelegd: het aantal effectieve werknemersvertegenwoordigers in de overlegorganen en/of in de syndicale delegatie vermenigvuldigd met 5 dagen.

Dit kwotum wordt telkenmale bij de aanvang van het kalenderjaar vastgesteld.

Hoofdstuk III : Organisatie

Art.3

De werknemersorganisaties die cursussen of organisaties zoals bedoeld in art.2 inrichten, verwittigen het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf" zo vlug mogelijk en in elk geval ten minste drie weken voor de eigenlijke aanvang ervan. Zij bezorgen tezelfdertijd aan het Fonds een beknopte samenvatting van de inhoud van de cursus of seminarie.

Handwritten signatures and initials.

De werknemersorganisaties zullen bovendien zo vlug mogelijk en in elk geval ten minste drie weken vooraf de werkgever verwittigen van de deelname van bepaalde werknemers aan een ingerichte cursus of een georganiseerd seminarie.

De ondertekenende partijen erkennen en benadrukken dat zij, bij de organisatie van de cursussen en voornamelijk bij de planning van het tijdstip waarop een bepaalde cursus zal ingericht worden maximaal rekening zullen houden met de noodzaak van een continue bedrijfsvoering en zullen streven naar een zo minimaal mogelijke hinder voor de normale werking van de onderneming.

Hoofdstuk IV : Duur van de afwezigheden

Art.4

Voor de berekening van het kwotum bedoeld in art. 2 van deze overeenkomst, wordt rekening gehouden met 5 dagen afwezigheid met het oog op het volgen van een cursus of een seminarie per effectief mandaat.

Voor wat de aanwending van het kwotum betreft, kan vorming en/of de cursus gevolgd worden door zowel de effectieve als de plaatsvervangende leden.

Het aantal dagen afwezigheid per werknemer mag evenwel op jaarbasis de twee weken niet overschrijden.

Hoofdstuk V : Financiering van de afwezigheden

Art.5

De werkgevers waarvan sommige werklieden en werksters syndicale cursussen of seminaries volgen, betalen de lonen die betrekking hebben op de afwezigheidsdagen voor syndicale vorming op dezelfde wijze als voorzien door de wet en de uitvoeringsbesluiten betreffende de betaling der feestdagen, en bekomen de terugbetaling ervan door het Sociaal Fonds, verhoogd met de sociale lasten.

Art.6

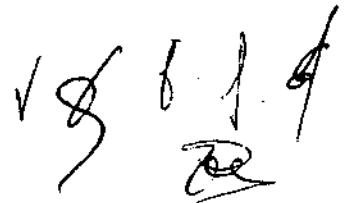
Het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf" treft de nodige schikkingen om die in art.5 bedoelde terugbetaling mogelijk te maken.

Hoofdstuk VI : Verhaalprocedure

Art.7

Ieder geschil betreffende de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst kan op vraag van de meest gereede partij worden voorgelegd aan:

- - het verzoeningsbureau van het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf wanneer er een geschil bestaat tussen de werkgever enerzijds en de werklieden en werksters anderzijds;
- - het directiecomité van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf", wanneer het om een geschil gaat inzake de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.



Hoofdstuk VII : Geldigheid

Art.8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en houdt op van kracht te **zijn** op 31 december 2004.

Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 januari 2001, gesloten in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, betreffende de syndicale vorming.